

## Etude

# L'armée coûterait 9 milliards chaque année

Des économistes estiment que les coûts réels de l'armée sont bien plus élevés que les chiffres officiels. Ueli Maurer conteste

Lucie Monnat Zurich

A moins d'un mois de la votation sur l'initiative demandant l'abrogation du service obligatoire, Reiner Eichenberger, professeur d'économie à l'Université de Fribourg, ressort une étude qu'il a réalisée et récemment réactualisée qui contredit les chiffres officiels de l'armée.

Alors que le dernier rapport d'étude de la commission de milice du chef du Département de la défense (DDPS) Ueli Maurer, intitulée «l'importance de l'armée pour la Suisse - une analyse économique globale en termes d'utilité et de coûts», publié en août 2012, estime les coûts annuels globaux de l'armée de 6,2 à 6,4 milliards de francs, les calculs réalisés par l'équipe de l'économiste aboutissent à un montant de 9 milliards par an.

Dans son rapport, le DDPS inclut aussi les dépenses du secteur privé (allocation publique pour perte de gain et continuation de versement du salaire) ainsi que les pertes économiques entraînées par les absences au travail des militaires. Le poids du service militaire sur l'économie s'estimerait ainsi à environ 1,9 milliard. «Si on étend l'examen au long terme, il y a lieu de considérer d'autres coûts économiques qui sont peu ou difficilement quantifiables, ajoute le rapport. (...) En comparaison internationale, les coûts, mesurés en part du produit intérieur brut (PIB), se situent en dessous de la moyenne.»

Selon l'étude saint-galloise, ces chiffres sont très éloignés de la réalité. «Dans l'étude du DDPS, les coûts sont revus fortement à la baisse, estime Reiner Eichenberger. Sans parler des nombreux coûts cachés qui ne sont même pas consignés.»

## La plus chère d'Europe

Point le plus saillant selon les chercheurs, les pertes de gains infligées par l'armée à l'économie. Leur calcul se fait ainsi: les jours cumulés effectués par les 150 000 soldats actuellement en service - recrues, soldats en cours de répétition et officiers - s'élèvent à 5,4 millions par an. Selon les chiffres de l'Office fédéral de la statistique, en Suisse la rentabilité moyenne d'un employé, tous secteurs confondus, est de 76 fr. par heure. Si l'on multiplie ces chiffres



Une étude universitaire contredit les chiffres officiels se rapportant au coût de l'armée suisse. KEYSTONE

avec une durée quotidienne moyenne de travail de 8,5 h, cela donne 3,49 milliards par an de pertes économiques pour le pays (contre 1,9 milliard selon le rapport du DDPS).

Cela ajouté aux coûts globaux, l'armée coûterait donc à notre pays environ 9 milliards de francs par année. «C'est probablement les coûts les plus élevés d'Europe. Et l'estimation a été faite à la baisse», commente Mark Schelker, professeur assistant en économie à l'Université de Saint-Gall et collaborateur de Reiner Eichenberger. Autre exemple, les consé-

quences de la possibilité pour les recrues d'effectuer leur service militaire en bloc. «Cela signifie qu'ils font leur entrée dans le monde du travail une année plus tard. C'est un an de moins de rentabilité pour notre économie», ajoute Reiner Eichenberger.

## «Ces chiffres sont faux»

Ueli Maurer conteste fermement: «Ces chiffres sont faux. Notre étude a été réalisée par des bureaux indépendants et reconnus.» Pour le ministre, il ne s'agit ici que d'une manœuvre politique. «Je veux bien croire qu'il y a une

marge d'erreur dans l'appréciation: on pourrait même discuter d'une différence de 500 millions, mais pas de 3 milliards. J'imagine que c'est surtout une tentative pour combattre l'armée à l'occasion de la prochaine votation. Le moment choisi pour présenter l'étude semble aussi l'attester. C'est une attaque «bon marché» de la part d'un professeur d'une université suisse.»

La réaction d'Ueli Maurer n'étonne guère Reiner Eichenberger. «Si les coûts réels étaient publiés, tout le monde crierait au scandale!»

## «Le service obligatoire va disparaître»

● Mark Schelker est économiste à l'Université de Saint-Gall et a cosigné plusieurs recherches avec Reiner Eichenberger. Interview.

## Ueli Maurer vous accuse de faire campagne pour l'initiative du GSsA. Vrai?

Nous sommes effectivement en faveur de l'initiative du GSsA. Mais nous ne sommes ni pour une abolition de l'armée ni pour une armée professionnelle. Le Parlement veut réduire les coûts de l'armée et passer à 80 000 soldats dans les années à venir. Il y a deux solutions. Soit réduire le taux de recrutement, soit la durée du service. Le taux de recrutement, actuellement de 65%, est déjà bas, et seuls 30% des militaires effectuent la totalité de leurs obligations militaires. A long terme, l'armée



Mark Schelker  
Economiste  
à l'Université  
de Saint-Gall

comme nous la connaissons aujourd'hui est de toute façon condamnée à disparaître.

## Et une armée de milice volontaire est une solution?

Imaginons une armée de 50 000 volontaires, qui effectueraient leur service entre 20 et 50 ans, rémunérés 500 francs par jour. Même avec une somme rondelette, sans allocation de perte de gain ni de reversement de salaire, et avec un tiers du matériel en moins, les coûts seraient fortement réduits. Si l'on cumule les jours de l'école de recrues, de répétition et des 10% d'officiers

qui en font le double, plus les coûts de base de l'armée, on arrive à des coûts de 3 milliards. Et le calcul est large.

## Les opposants craignent que personne ne s'engage dans une armée de milice volontaire. Ou qu'elle n'attire que des «Rambo» et des sans-emploi.

La garde nationale américaine est un excellent exemple. C'est elle qui est venue en aide lors de l'ouragan Katrina ou des attentats de Boston, et elle effectue presque autant d'interventions à l'étranger que l'armée professionnelle. Quant aux «Rambo», il y en a déjà aujourd'hui. Et pour les sans-emploi, à nouveau il ne s'agit pas d'une armée professionnelle: impossible de gagner sa vie avec quelques jours de répétition par an! L.M.

## L'autorisation de tuer le loup suscite des tensions

Un prédateur pourra être abattu dans le Haut-Valais, au désespoir des écologistes. Le périmètre de tir fait débat

«Avec un coup de fusil, les problèmes ne seront pas résolus, mais uniquement repoussés.» Le WWF et Pro Natura critiquent sévèrement le conseiller d'Etat valaisan Jacques Melly, qui a ordonné hier le tir d'un loup dans la vallée de Conches. Un ou plusieurs prédateurs ont tué trente moutons dans cette région entre le 21 juillet et le 20 août. Et neuf de plus lors d'une nouvelle attaque, samedi dernier. Le Concept Loup Suisse indique que l'abattage peut être autorisé si plus de vingt-cinq animaux de rente sont tués en l'espace de trente jours dans un même secteur.

Cette condition était déjà remplie en juin dans la vallée de Conches. Le Service valaisan de la chasse avait pourtant vu sa demande de tir refusée par l'Office fédéral de l'environnement, (OFEV), ce dernier ayant jugé les mesures de prévention insuffisantes. Pourquoi avoir accepté cette fois-ci? «Parce que les attaques ont

eu lieu dans des alpages qu'il n'est actuellement pas possible de mieux protéger», répond Reinhard Schmidrig, chef de la section chasse de l'OFEV. Au début de l'été, elles s'étaient produites près de villages, où il aurait été facile de poser des clôtures.»

Les gardes-chasses professionnels et auxiliaires assermentés ont désormais soixante jours pour abattre un loup sur ces pâturages non protégés. Ils pourront aussi tirer dans le périmètre des surfaces agricoles utiles (SAU), où les ovins séjournent après la désalpe, pour autant que le troupeau en question soit «correctement protégé par une clôture électrique». Or, aux yeux de Reinhard Schmidrig, tuer un loup dans ces SAU serait illégal. Et inacceptable, s'énervent le WWF et Pro Natura.

C'est donc dans un climat tendu que l'OFEV formule ses exigences pour l'été prochain. Le Valais devra accentuer ses efforts en matière de protection des troupeaux. «Par exemple en les regroupant», dit Reinhard Schmidrig. En ayant 500 ou 600 moutons sur un seul alpage, on peut envisager d'engager un berger et d'installer des filets de protection.» P.M.

## Bruit Ambulances et police devront baisser le ton

Le Conseil fédéral est prêt à revoir la réglementation pour réduire les nuisances sonores liées aux «pin-pon» des véhicules prioritaires, comme le demande Maura Poggia. Le conseiller national genevois (MCG/GE) estime que ces nuisances sonores sont toujours plus importantes en ville, surtout à proximité des hôpitaux. Selon lui, on pourrait par exemple fixer des valeurs limites inférieures de nuit, comme l'a fait la France. ATS

## Il a dit

«Nous avons de profondes divergences d'opinions en matière de management d'entreprise»

Christophe Leyvraz  
Il quitte la direction du Comptoir Suisse à Lausanne



## Une prune au top



La prune de Chézard, du nom d'une commune neuchâteloise, a été élue fruit de l'année 2013. Cette variété de prune rare originaire de Suisse est plus que centenaire et tolérante aux maladies, a annoncé hier Fructus, l'association pour la sauvegarde du patrimoine fruitier. Cette prune est sucrée et se détache du noyau, souligne Fructus. ATS

## Patient décédé Enquête pénale demandée par la justice valaisanne

A la suite du décès, le 12 juin dernier, d'un patient de la Clinique romande de réadaptation à Sion, qui appartient à la Suva, la procureure valaisanne en charge de l'instruction a demandé l'ouverture d'une enquête pénale pour homicide par négligence. Les prévenus sont deux physiothérapeutes et deux cadres de la Clinique. Le patient est mort après un accident dans une piscine de l'établissement. Il participait à une thérapie de groupe. ATS

## Etude Arrêter de fumer fait grossir de 7 kg en moyenne

Des chercheurs de l'Hôpital universitaire de Zurich ont élucidé cette énigme attestée par de nombreuses études. Cette prise de poids n'est pas liée à une alimentation supérieure en calories pour compenser le manque, mais à la modification de la composition de la flore intestinale microbienne. Le poids augmente même si les ex-fumeurs ingèrent la même quantité voire moins de calories que lorsqu'ils fumaient. J.MT/ATS

## Accidents

# 400

C'est, en milliers, le nombre de personnes qui se blessent chaque année lors d'activités sportives. Soit 100 000 de plus que ce que le Bureau de prévention des accidents (BPA) admettait jusqu'ici. Le BPA a révisé ses extrapolations sur la base d'un sondage réalisé en 2011. La hausse s'explique notamment par la bonne forme des retraités, plus actifs. Les accidents de sport d'hiver sont restés stables alors que ceux dans le football ont augmenté. ATS

## Ce soir, la radio publique anglophone sera morte

Reprise par des privés, World Radio Switzerland rend l'antenne

Les voix de World Radio Switzerland (WRS), seule radio anglophone diffusée sur les ondes, se tairont ce vendredi soir à 19 h. «Nous prendrons congé de nos auditeurs en les conviant à venir partager un verre à la Nautique de Genève», lance non sans amertume son directeur, le journaliste Philippe Mottaz.

Lâchée par la Société Suisse de Radiodiffusion et de télévision (SSR), qui avait repris cette chaîne privée en 2007, WRS passera samedi à minuit, après un intermède musical, aux mains d'Anglo Media SA, une société basée à Nyon. Celle-ci avait lancé en 2011 à Meyrin une radio concurrente, Radio Frontier, diffusée sur Internet. «Cinq distinctions américaines ont salué le travail d'une équipe de 21 collaborateurs qui auront assumé jusqu'au bout la qualité de l'antenne

et se retrouvent désormais sur le carreau», relève Philippe Mottaz, dont le projet de monter une fondation pour reprendre WRS avait été écarté par l'Office fédéral de la communication.

Anglo Media, qui diffusera encore WRS tout le mois de septembre sur FM 101.7, ne reprendra pas de journalistes licenciés, à l'exception peut-être de quelques pigistes. «Nous avons racheté le nom de la station, car il est bien ancré dans la communauté anglophone. Notre

radio commerciale sera ensuite diffusée uniquement sur DAB et les applications mobiles», explique son directeur des programmes, Mark Butcher. La station continuera à diffuser les bulletins d'infos de la BBC et veut recruter des journalistes pour les news locales, mais elle ne reprendra pas la mission de la WRS d'expliquer la Suisse aux expatriés. La station ciblera la communauté anglophone du bassin genevois, avec des informations sur leur lieu de vie. M.S.